

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5148 - Jeudi 25 Juin 2026 - Prix : 200 Fc

PROTECTION DES OCÉANS :

Lancement du programme "Comores 30x30"



ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m² - 49€/m²

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m² - 60€/m²

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l océan.
-> 1.200m² - 49€/m² / -> 2.492m² - 49€/m²

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m² - 49€/m²

Contact whatsapp : +269 333 21 02

09 Muharam 1447

Prières aux heures officielles

Du 21 au 25 Juin 2026

Lever du soleil:

06h 26mn

Coucher du soleil:

17h 51mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 06mn

Maghrib: 17h 54mn

Incha: 19h 08mn



AGRICULTURE :

Riama Boina : "Le manioc, c'est notre épargne"

À Diboïni dans le Hamanvou, près du CRDE de Hamalengo, Riama Boina, 60 ans, a troqué la houe et l'attente de la pluie contre le compost, les boutures à cycle court et le séchage. Bénéficiaire du projet chaîne de valeur agricole (CVA) du PNUD, elle a pu rembourser ses dettes et envoyé deux enfants à l'université.

À milieu de ses parcelles de manioc, Riama Boina nous accueille, ses mains dans le cambouis. Agricultrice depuis sa jeunesse, originaire de Diboïni et mère de quatre enfants, elle est bénéficiaire du projet « Renforcement de la résilience des systèmes agricoles et des chaînes de valeur intelligentes face au climat en Union des Comores » (CVA), porté par le PNUD et le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM). L'une des options du projet entend dynamiser les filières de production agricole et de transformation, afin de renforcer l'autonomie économique. « Avant, on plantait et on comptait sur la pluie », résume-t-elle. Les rendements s'effritaient. L'accès à l'eau dépendait d'un puits partagé à plus d'un kilomètre, et les outils se limitaient à la houe et à la machette. Avec son époux, elle cul-

tivait la banane, le taro et d'autres légumes, mais sans semences adaptées ni fertilisation. Les récoltes suffisaient à nourrir la famille, pas plus. Faute de rotation, les parcelles s'épuisaient, et chaque saison sèche amputait près de la moitié de la production. « On s'endettait entre deux saisons », avoue-t-elle.

Le tournant remonte à un an, avec l'arrivée du CVA à Hamalengo. Doté de 9 millions de dollars, le projet vise à accroître la résilience climatique des principales chaînes de valeur par l'innovation et la diversification. Il cible notamment les CRDE de Hamalengo-Diboïni, Sidjou et Cembenoi. Riama a reçu des boutures de manioc à cycle court, plus tolérantes à la sécheresse. Surtout, elle a appris à fabriquer ses intrants. « Les agents du CRDE nous ont montré le compost, le fumier bien décomposé. On ne brûle plus les terres et on n'utilise plus d'engrais chimique », expliquait-elle. Elle pratique désormais l'espacement recommandé et le paillage pour garder l'humidité. Comme l'a rappelé l'ingénieur agronome, Saïd Assoumani Mmadi, lors de notre visite, le CVA soutient ces engrais naturels pour restaurer les sols.

L'autre changement, c'est la



transformation. « Le manioc, c'est notre épargne », sourit Riama. Quand les prix baissent au marché, elle laisse les tubercules en terre, ils s'y conservent naturellement. Quand c'est nécessaire, elle les récolte, les coupe en rondelles et les sèche au soleil pour produire le "mhogo wa huma", lequel, nous fait-elle remarquer, se vend plus cher en saison creuse. En juillet 2025, les techniciens de huit CRDE, dont celui de Hamalengo-Diboïni,

ont été formés au suivi-évaluation et au genre, pour mieux accompagner les femmes agricultrices. L'impact est concret. « Avec le manioc, on a payé nos dettes, nos factures, et mon mari et moi avons pu envoyer deux de nos enfants à l'université, dont un au Sénégal », disait-elle.

L'autonomie se mesure aussi à la sérénité retrouvée, ainsi, elle prévoit désormais de garder ses propres boutures et d'agrandir sa parcel-

le. « Je continuerai à cultiver avec ardeur. Le travail finit toujours par payer », conclut-elle, déterminée à transformer une parcelle familiale en levier d'avenir. En cette année marquant les 50 ans de présence du PNUD aux Comores, le parcours de Riama témoigne des transformations que les programmes de développement peuvent apporter aux ménages les plus vulnérables.

Hamdi Abdillahi Rahilie

AFFAIRE ONICOR :

Les commerçants suspendent leur sit-in

Des dizaines de commerçants ont observé un sit-in devant le siège de l'ONICOR, à Moroni, les 18 et 19 juin dernier, afin d'exiger la livraison de leurs commandes de riz ou le remboursement des sommes versées dans un dossier qui s'enlise depuis plusieurs années.

La mobilisation, qui s'est étendue sur deux nuits consécutives, a mis en évidence la détermination des manifestants. Assis ou allongés à même le sol, ils dénonçaient une situation qu'ils jugent inacceptable, marquée par des promesses non tenues et une absence de réponses concrètes. « Nous sommes dans cette affaire depuis des années. Nous avons payé, mais nous n'avons rien reçu », déclare Salim S., commerçant, visiblement éprouvé. « Ce que nous demandons est simple, notre marchandise ou notre argent », a ajouté un autre participant. Selon les protestataires, les paiements effectués auprès de l'Office national d'importation et de commercialisation du riz (ONICOR) n'ont jamais été suivis d'effet.

« On nous a promis des conteurs de riz, mais jusqu'à aujourd'hui, rien de concret », a affirmé l'un d'eux. La frustration s'est accentuée

au fil des heures. D'après un témoignage recueilli sur place, « jeudi vers 18 heures, le cortège du président est passé devant nous sans s'arrêter ». Le lendemain matin, « quatre véhicules de ministres ont également traversé la zone ». « Nous pensions qu'ils allaient au moins s'arrêter ou s'enquérir de la situation, mais rien du tout », avait regretté un

manifestant. Au-delà des pertes financières, les commerçants évoquent un profond sentiment d'abandon. « C'est du mépris. On ne peut pas traiter des citoyens de cette manière », a lancé Halima M., manifestante. « Nous sommes désespérés, on a l'impression que personne ne pense à nous », confie un autre participant.

Jusqu'à présent, aucune communication officielle de l'ONICOR n'a été faite concernant ce dossier, selon les manifestants. « Nous n'avons reçu ni explication, ni calendrier de règlement », déplore l'un d'eux. L'absence de solution concrète a alimenté les critiques visant le gouvernement et les ministères de l'Économie et des Finances, ayant la tutelle

de l'établissement. « Nous n'avons aucune réponse claire. Nous voulons des engagements précis, pas des paroles », a insisté une commerçante. Une évolution est toutefois intervenue à l'issue de cette mobilisation. Selon plusieurs témoignages, des responsables ont proposé l'émission d'un chèque dont l'effectivité serait prévue à partir du 30 juin, conduisant les commerçants à suspendre leur sit-in le samedi 20 juin.

D'abord rejetée, la proposition a suscité une forte méfiance. « Nous avons refusé au départ, parce que nous avons trop entendu de promesses sans suite », nous a expliqué un manifestant. Mais l'intervention d'un membre du SYNACO a contribué à faire évoluer les positions. « Il nous a conseillé d'accepter pour ne pas aggraver la situation et d'attendre jusqu'au 30 juin pour juger sur les faits », indique notre interlocuteur. Les concernés ont finalement accepté cette option, tout en restant prudents. « Nous attendons maintenant de voir si cet engagement sera respecté », a-t-il précisé. Entre soulagement provisoire et scepticisme, les commerçants restent suspendus à l'échéance annoncée, dans un climat de méfiance nourri par des années d'attente.

Mohamed Ali Nasra



Ce mardi 23 juin, le pays a officiellement lancé le programme « Comores 30x30 pour la Protection des Océans » lors d'une cérémonie organisée à l'hôtel Itsandra Beach. Cette initiative ambitieuse vise à protéger au moins 30% de la zone économique exclusive des Comores d'ici 2030.

C'est en présence du ministre de l'Environnement chargé du Tourisme, du ministre de l'Éducation nationale, ainsi que de plusieurs partenaires techniques et financiers engagés dans la conservation marine que le programme « Comores 30x30 pour la Protection des Océans » a été lancé. Financé par Océans 5, le Bloomberg Ocean Fund, la Joint 30x30 Funding Initiative et Nekton, et mis en œuvre par WILDOCEANS, un programme de WILDTRUST, en collaboration avec les partenaires du programme R-POC, le projet prévoit la création et la gestion d'aires marines protégées couvrant près de 50 000 km². Dans son intervention, le ministre de l'Environnement Abubacar ben

PROTECTION DES OCÉANS :

Lancement du programme "Comores 30x30"

Mahamoud a rappelé le lien vital entre l'archipel et son espace maritime. « Pour l'Union des Comores, petit État insulaire en développement situé au cœur de l'océan Indien occidental, l'océan n'est pas seulement une ressource économique. Il constitue notre identité, notre sécurité alimentaire, notre patrimoine culturel et l'avenir de nos générations futures. » Face aux effets du changement climatique, il a alerté sur la dégradation progressive des écosystèmes en soulignant que « nos récifs coralliens, nos mangroves et nos zones côtières subissent des pressions croissantes » et que « face à ces réalités, l'inaction n'est pas une option ».

Revenant sur les engagements internationaux du pays, il a affirmé que « les Comores ont pleinement adhéré à l'objectif 30x30 » et que « protéger 30% de nos espaces marins d'ici 2030 n'est pas seulement une ambition, c'est une responsabilité ».

Il a également insisté sur la dimension participative du programme en déclarant que « aucune politique de protection ne peut réussir sans l'adhésion, la participation et la responsabilisation des communautés locales », précisant que « le R-POC est avant tout un programme de mobilisation, d'éducation et de co-construction ». Le ministère de l'Éducation nationale a, de son côté, mis en avant le rôle stratégique du secteur éducatif dans la réussite du programme. Représenté par le directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Ali Mohamed Ali, il a souligné que « l'éducation et la recherche scientifique sont des leviers essentiels pour accompagner les politiques de conservation ». Il a insisté sur « la nécessité de former une génération consciente des enjeux environnementaux et sur le renforcement de la recherche nationale pour mieux comprendre et protéger les écosystèmes marins ».

Selon lui, « le développement de compétences locales est indispensable pour assurer la durabilité des actions engagées ».

La dimension scientifique du programme a été développée par la directrice de CORDIO, Dr Melita Samoily. Elle a expliqué que « la réussite du programme repose sur une connaissance approfondie de la biodiversité marine » en précisant que « documenter, comparer et analyser les écosystèmes est indispensable pour concevoir des aires marines protégées efficaces ». Elle a également indiqué que « la collecte de données fiables et l'identification des espèces, y compris les nouvelles découvertes, sont au cœur de cette démarche ». Insistant sur l'importance de la coopération scientifique, elle a déclaré que « le partage des connaissances et le renforcement des capacités locales sont essentiels pour garantir la durabilité des actions ». Elle a ajouté que « les Comores

disposent d'un potentiel important pour devenir un acteur reconnu dans les sciences marines », soulignant que « l'objectif est de structurer les données existantes et de bâtir une stratégie nationale solide portée par les compétences locales ».

Les partenaires du programme ont réaffirmé leur engagement à accompagner les Comores dans cette transition vers une gestion durable de l'océan, mettant en avant « l'importance d'une approche intégrée alliant conservation, développement économique et inclusion sociale ». À travers le programme « Comores 30x30 », les Comores affirment leur volonté de concilier préservation de l'environnement, développement durable et implication des communautés locales dans la gestion de leur patrimoine marin.

Mohamed Ali Nasra

ADMINISTRATION :

Moroni célèbre la journée mondiale de la fonction publique

La journée mondiale de la fonction publique a été célébrée pour la première fois dans le pays, ce mardi 23 juin. L'objectif est de bâtir une administration plus moderne, plus performante, plus proche des citoyens. Le représentant résident de l'Union européenne aux Comores, le directeur de l'Agence française et développement (AFD), le ministre de la justice, le directeur de la fonction publique, et des directeurs de l'administration ont pris part à cette cérémonie.

Placée sous le signe de la transparence et de l'égalité, cette première édition intervient alors que l'État comorien accélère sa réforme administrative, pilier du Plan Comores Émergent 2030. Dans sa déclaration, le représentant résident de l'Union Européenne (UE), Pavlos Evangelidis a centré son intervention sur trois axes. « L'efficacité, la transparence et la redevabilité sont indissociables pour restaurer la confiance des citoyens envers leur administration », a-t-il déclaré. Il a insisté sur la nécessité de « rendre

des comptes » et de « simplifier les procédures au service de l'utilisateur ». Son message fait écho au projet E-Administration, financé par l'UE et mis en œuvre avec Expertise France. Ce projet accompagne la réforme institutionnelle de la gestion des RH, la mise en place de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, et la digitalisation de la gestion des agents de l'État.

Le ministre de la justice Mohamed Nourouddine Afraitane a rappelé le lien entre justice et administration. « Une justice forte ne peut exister sans une administration publique forte », a-t-il affirmé. Il a salué « l'engagement quotidien des fonctionnaires » tout en appelant à « plus de rigueur et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques ». En affirmant que « au-delà des discours et de l'exposition, l'enjeu est désormais le passage à l'acte. Entre biométrie, E-Administration et GPEEC, les outils sont lancés. Reste à transformer les principes en pratiques concrètes dans chaque service, pour répondre aux attentes fortes des usagers », a-t-il conclu. Omar



Chehani, directeur de la Fonction publique a détaillé les chantiers de 2025 : réforme du régime horaire hebdomadaire, création des Directions des Ressources Humaines dans les ministères, lancement du recensement biométrique des agents de l'État. « Améliorer la qualité du service public passe par l'investissement dans le capital humain », a-t-il lancé. Il a appelé à « un sursaut collectif » pour « bâtir une administration plus proche des citoyens, plus performante et plus

intégrée ».

Les chiffres clés de la fonction publique en juin 2026 affichés lors de la journée font état de 13 779 agents au total. On compte notamment 114 magistrats, 824 policiers, 149 agents du corps de l'assemblée. Sur le plan historique, on rappelle deux étapes majeures : 2018 avec l'administration centralisée et services déconcentrés dans les îles, puis 2022 avec l'adoption du nouveau Statut général des fonctionnaires. Conséquence : gestion de carrière

centralisée au ministère, gestion administrative locale par les gouverneurs, renforcement des organes consultatifs. En marge des discours, le hall de la salle située côte à côte de la salle de cérémonie a été aménagé en exposition. Intitulé : « Histoire de la fonction publique comorienne », il présentait des photos retraçant l'évolution de l'administration depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui.

El-Aniou Fatima

Selon un rapport de la Banque Mondiale, paru ce mois de juin, l'aide publique au développement reçue par les Comores (en dollars courants) s'élevait à 166 350 937 USD en 2023. A en croire cette étude, l'aide publique au développement (APD) nette reçue par notre pays provient en majorité de la Banque mondiale, et des autres partenaires multilatéraux. Bien que ne figurant pas parmi les plus grands bénéficiaires de l'APD, son apport reste important dans la politique de développement.

Les Comores financent une partie importante de leurs investissements publics

AIDE AU DÉVELOPPEMENT :

L'APD, ou le poison nécessaire pour l'Afrique

grâce aux partenaires techniques et financiers tels que la Banque mondiale, le FMI, la Banque Africaine de Développement. Une baisse de l'aide au développement d'une manière générale, pourrait entraîner des conséquences sur les économies les plus fragiles du continent, selon le même rapport. « Le choc aura d'importantes répercussions sur un grand nombre de pays. Il s'agit généralement des Pays à Faibles Revenus (PFR) et des Pays Fragiles et touchés par des conflits (PCF). »

Pour les Comores, une telle situation pourrait exacerber la situation économique, dans la mesure où la marge budgétaire du pays est très réduite. En effet, les Comores disposent d'une capacité limitée à compenser une baisse de l'aide par des ressources internes. Les recettes fiscales restent relativement faibles et l'État doit déjà financer de nombreux besoins prioritaires.

Selon un économiste de la place, trois scénarios seraient envisageables pour compenser la réduction de

l'aide extérieure. « En cas de réduction importante de l'aide, le gouvernement aurait trois options difficiles. Augmenter les impôts, réduire certaines dépenses publiques, ou accroître l'endettement du pays. » Des inquiétudes qui ont été déjà soulevées dans ce rapport : « Les enquêtes menées par le FMI mettent en lumière les multiples contraintes auxquelles les autorités nationales sont confrontées, les implications macroéconomiques attendues et les mesures envisagées pour atténuer le

choc. »

Pour notre pays le facteur incertitude demeure l'élément le plus inquiétant du scénario, poursuit notre interlocuteur : « L'un des points les plus importants, reste l'incertitude. Pour les Comores, ne pas savoir précisément quels financements seront maintenus ou réduits rend difficile la préparation du budget de l'État et la planification des projets publics. »

Imtiyaz

HISTOIRE DE MOHÉLI :

Cheick Mouhdhoir Ben Aboubakr, fondateur du premier sultanat de l'île

Selon les recherches présentées par l'historien Haddad Salim Djabir, Directeur régional du CNDRS, le premier sultanat de Mohéli remonte au XVIIe siècle avec Cheick Mouhdhoir Ben Aboubakr. Bien avant l'avènement du sultanat unifié de Ramanetaka au XIXe siècle, l'île était déjà organisée en cités-États puis en sultanat de cités-États placées sous une autorité d'un pouvoir délégué.

Qui a véritablement instauré le sultanat à Mohéli ? Cette question était au cœur d'une conférence de presse animée le 15 juin 2026 par le directeur régional du CNDRS et conservateur du Musée de Mohéli, l'historien Haddad Salim Djabir. S'appuyant sur des manuscrits, des archives et des travaux de recherche scientifique, l'historien a affirmé que le premier sultanat de Mohéli fut instauré au XVIIe siècle par Cheick Mouhdhoir Ben Aboubakr. À cette époque, l'île était organisée en plusieurs cités-États dirigées par une autorité exerçant à la fois un lea-

dership religieux et politique. Selon ses explications, Mohéli était alors structurée autour de six grandes entités territoriales : Mifouni, Fumboni-Hoani, Hayraha-Mwalimdjini, Mbadjé (Sambani et Bandadju), Mlédjélé et Mfoungué-Chouani. Ces cités-États constituaient les fondements de l'organisation politique de l'île avant l'émergence d'un pouvoir centralisé.

Au cours de son exposé, Haddad Salim Djabir a présenté des éléments attestant de l'existence de trois grandes dynasties ayant marqué l'histoire politique de Mohéli avant l'instauration du protectorat français en 1886 : la dynastie hadhramie, la dynastie malgache et la dynastie Al-Busaïdi, originaire d'Oman et de Zanzibar. Les recherches menées retracent l'évolution du pouvoir sur l'île depuis le XVIIe siècle jusqu'à la disparition du sultanat à la fin du XIXe siècle. Elles mettent en lumière la continuité historique des institutions sultaniennes de Mohéli et le rôle joué par plusieurs souverains dans la construction de l'identité politique de l'île.

L'historien a toutefois rappelé

qu'une étape majeure de cette histoire intervient en 1832 avec l'arrivée du prince malgache Ramanetaka, devenu le sultan Abderrahmane Ier après sa conversion à l'islam. Père de la future reine Djoumbe Fatima, il est considéré comme l'artisan de l'unification politique de Mohéli. Sous son règne, l'île passe d'un système de cités-États à un sultanat unifié. Il met également fin à la relation de vassalité qui liait Mohéli au sultanat d'Anjouan, renforçant ainsi l'autonomie politique de l'île. La conférence a également mis en lumière le parcours exceptionnel de la reine Djoumbe Fatima, née à Ouallah-Mirereni. Devenue souveraine en 1849 après la disparition de son père, elle demeure l'une des personnalités les plus marquantes de l'histoire comorienne. Son règne est notamment associé à la création de l'Ordre de l'Étoile de Mohéli en 1851, symbole du prestige et du rayonnement de la monarchie mohélienne.

L'exposé a également évoqué l'influence croissante de la dynastie Al-Busaïd à travers le mariage de la



reine Djoumbe Fatima avec le prince Saïd Mohammed Ben Nasser Al-Busaïdi. Cette alliance politique et dynastique a favorisé l'intégration de l'influence omanaise et zanzibari dans les affaires du royaume et permis la transmission du pouvoir à leur descendance. Pour Haddad, ces travaux contribuent à une meilleure compréhension de l'histoire de Mohéli et à la préservation de son patrimoine culturel. La conférence a suscité un vif intérêt auprès des journalistes, chercheurs et passion-

nés d'histoire, témoignant de l'importance accordée à la sauvegarde de la mémoire collective et de l'identité historique de l'île. À travers cette relecture du passé, l'historien rappelle que les origines du sultanat de Mohéli ne commencent pas avec Ramanetaka au XIXe siècle, mais trouvent leurs racines dès le XVIIe siècle avec Cheick Mouhdhoir Ben Aboubakr, considéré comme le fondateur du premier sultanat de l'île.

Riwad

FÊTE DE LA MUSIQUE À MOHÉLI

Entre ouverture artistique et quête d'identité culturelle

La célébration de la Fête de la musique, organisée le 21 juin à l'Alliance française de Fomboni, a rassemblé de nombreux jeunes et amateurs de musique. Mais au-delà de l'ambiance festive, l'événement a suscité des réactions contrastées au sein de la population, certains regrettant la faible place

accordée aux expressions culturelles traditionnelles au profit des musiques et danses modernes.

Comme chaque année, la Fête de la musique a été célébrée à Mohéli dans le cadre de la journée internationale dédiée aux arts musicaux. Cette

édition 2026, organisée à l'Alliance française de Fomboni, a permis au public d'assister à diverses prestations artistiques et de découvrir les nouvelles infrastructures culturelles du site, notamment le nouveau studio d'enregistrement. Toutefois, des participants ont exprimé leur déception face à une programmation jugée trop orientée vers les danses modernes et les musiques urbaines. Pour eux, la manifestation s'éloigne progressivement de la valorisation du patrimoine culturel local. Certains regrettent également le changement de lieu, rappelant que les éditions organisées jadis à la Place de l'Indépendance favorisaient la participation de toutes les générations.

Ces critiques traduisent une inquiétude plus large concernant la préservation des traditions culturelles de l'île. Historiquement, la Fête de la musique constituait un espace privilégié de rencontre entre les jeunes et les anciens, où les chants, danses et rythmes traditionnels occupaient une place importante. Au fil des années, l'influence des nouvelles tendances musicales et des réseaux sociaux a cependant contribué à transformer les attentes du public et la nature des spectacles propo-

sés. Pour le directeur de l'Alliance française de Fomboni, Djamael Ali Ballah, l'objectif de l'événement était avant tout d'offrir un cadre sécurisé et adapté aux participants tout en mettant en valeur les équipements récemment installés. Il reconnaît néanmoins que la présence de groupes de danses et de chants traditionnels aurait permis de mieux refléter la richesse culturelle de Mohéli.

Selon lui, les contraintes budgétaires ainsi que les difficultés liées à l'approvisionnement en électricité ont limité les possibilités d'organisation. Il estime qu'un accompagnement plus important des autorités culturelles permettrait d'enrichir davantage les futures éditions. Au-delà des débats, cette édition de la Fête de la musique met en lumière un défi auquel sont confrontées de nombreuses sociétés : concilier modernité et préservation du patrimoine. Pour beaucoup d'observateurs, l'avenir de cet événement à Mohéli repose sur une programmation équilibrée, capable d'associer les expressions artistiques contemporaines aux traditions qui constituent l'identité culturelle de l'île.

Riwad



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
 Hamdi Abdillahi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

FORUM AFRICAIN DE MINI BASKET 2026 :

Les Comores, hôtes du forum Africain

C'est une nouvelle qu'il ne fallait pas manquer. Engagée depuis des nombreuses années pour la promotion du basketball, la Fédération Comorienne de Basketball se voit encore une fois honorée. Du 26 au 29 juillet, la fédération Comorienne va accueillir le forum africain de mini-basket. Un événement qui réunit les meilleurs jeunes basketteurs en herbes du continent. Un honneur pour le pays, et la FCBB, qui traduit l'engagement des dirigeants du basket comorien en faveur d'un élargissement des pratiquants de ce sport, à commencer par les petits.

Dans un courrier envoyé par FIBA-Afrique à la Fédération Comorienne de Basket-Ball, peut-on lire : « Faisant suite à nos échanges, FIBA Afrique en partenariat avec la FIBA Fondation a le plaisir d'accorder à votre fédération, l'organisation du prochain « Forum du mini-basket », qui aura lieu aux Comores pendant la période du 26 au 29 juillet 2026. » Une nouvelle qui a réjoui les dirigeants de la balle orange comorienne au point de sortir un communiqué : « Le Basket-ball Comorien prend une nouvelle dynamique. Suivant le programme d'activité de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA) Afrique, en collaboration avec la Fondation FIBA, les Comores ont été retenues pour abriter le Forum



Photo FCBB

africain du mini-basket qui se tiendra à Moroni du 26 au 29 juillet 2026.»

Pour le président Ahamada Djinti et ses équipes, cette désignation est interprétée comme une victoire « Une nouvelle victoire pour les Comores et son Basket-Ball », et un signe de reconnaissance du travail fait depuis bientôt 4 ans par toutes les parties prenantes qui entourent l'écosystème du basket comorien. Et toujours selon la fédération comorienne, ce programme vise avant tout à la promotion du basket comorien à commencer par celui des jeunes. «

Ce programme Mini-Basket vise à promouvoir et vulgariser le Basketball ludique pour les enfants de 5 à 12 ans ainsi qu'à former les formateurs destinés au Mini-basket. »

Et le communiqué de poursuivre sur le but recherché par les instances internationales et régionales du basketball : « Il a pour but de discuter et d'établir les lignes directrices du basket-ball à la base et de donner aux entraîneurs des outils pour former les jeunes âgés de 12 ans et moins. » Ce qui est sûr, ce forum est le bienvenu

pour les entraîneurs de basketball, dans la mesure où, la détection des jeunes talents passe forcément par la capacité des entraîneurs à être au top pour pouvoir détecter les meilleurs. A l'image de ce qui se fait déjà dans le football avec le programme, détection des talents (TDS), le basket-ball comorien, s'inscrit dans une nouvelle dynamique, celle de privilégier beaucoup plus d'avantage la formation de base.

Imtiyaz

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



Union des Comores

Unité – Solidarité – Développement

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ELECTRICITÉ DES COMORES
COMMUNIQUÉ

À l'attention des abonnés de la SONELEC

La Société Nationale de l'Électricité des Comores informe son aimable clientèle que, suite à des contraintes techniques liées au réseau informatique, les opérations de recharge des compteurs prépayés de type PP1 ne pourront désormais s'effectuer qu'auprès de l'agence SONELEC de Volo-Volo, à compter du 16 juin 2026.

Les abonnés concernés sont priés de se présenter munis de leur numéro de

compte permettant leur identification, afin de faciliter leur prise en charge et d'assurer un traitement rapide de leurs demandes.

Cette mesure provisoire vise à garantir la continuité du service et le bon déroulement des opérations de recharge dans les meilleures conditions.

La SONELEC remercie l'ensemble de ses abonnés pour leur compréhension et leur collaboration, et présente ses sincères excuses pour les désagréments occasionnés.

La Direction Générale

DIRECTION NATIONALE DES STRATÉGIES AGRICOLES
ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES
AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM
/TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS

**Objet : Recrutement d'un(e) Consultant(e) International(e)
pour la mise en place et formation sur une base des données
de la couverture forestière en Union des Comores.**

Le Gouvernement de l'Union des Comores, à travers le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat, met en œuvre le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP-KM) financé par la Banque mondiale.

Dans le cadre de la gestion résiliente des paysages et des bassins versants du projet, la Coordination Nationale lance un Appel à manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un(e) Consultant(e) International(e) pour la mise en place et formation sur une base des données de la couverture forestière en Union des Comores

l'Appel à Manifestations d'intérêts ou pour télécharger les Termes de Références, veuillez consulter notre site internet à partir de ce lien : <https://fsrp-km.org/appel-doffre/>

La date limite de soumission est fixée au **02/ 07 / 2026 à 14h00.**

Pour postuler, envoyer le dossier de candidature par mail à l'adresse suivante : projetfsrp@gmail.com ;

Ou physiquement au siège du FSRP_KM, sis au Ministère de l'Agriculture à Mdé – Ex Cefader.

Lancé, le 18 juin 2026

Pour avoir plus d'informations sur

PORTRAIT :

Said : " Le gingembre a désormais remplacé la vanille "

À 71 ans, Said Assoumani, que tout le monde appelle « Monsieur le Maire », a vu ses activités agricoles évoluer : du reboisement de 2011 aux champs de gingembre qui valent aujourd'hui leur pesant d'or. Doyen du secteur et président du comité de pilotage, il a troqué la vanille pour les bananiers, élevé une vache devenue troupeau, et transformé chaque récolte en diplômes pour ses quatre enfants. Portrait d'un agriculteur qui cultive autant la terre que l'avenir.

Casquette vissée sur la tête, regard droit, Said Assoumani parle de la terre comme d'une vieille complice. « J'étais là actif comme agriculteur, dès le début », lance-t-il, la voix posée mais ferme. Né en 1954, il est de ceux qui ont tapé à la porte des bailleurs pour « être à l'initiative des différents projets agricoles de la région ». Le site du CRDE, « C'est à leur demande » que le projet s'est ancré dans la localité, avant que « tout s'accélère en 2015 », nous a-t-il expliqué. Nommé président du

comité de pilotage en 2011, il se souvient : « Au départ, c'était un projet de reboisement ». Mais Said ne plante pas pour faire joli. Il investit, il insiste, il s'obstine. Résultat : ses parcelles sont devenues un inventaire à la Prévert. « Je cultive un peu de tout, du persil au romarin en passant par les tomates, mais surtout des bananiers, beaucoup de bananiers ».

2017 marque un tournant. Un projet d'élevage lui confie une vache. « Je m'en suis occupé en parallèle avec mes activités agricoles, allant jusqu'à m'installer à une maisonnette près des champs à l'époque ». Pari gagné : « Initiative réussie, j'ai gardé des résultats, notamment des bœufs que j'ai encore aujourd'hui ». Cette résilience porte un nom : CRCCA, le Projet de renforcement des capacités de résilience et d'adaptation face au changement climatique, porté par le PNUD et le GEF. Puis vint le CVA (chaîne de valeurs agricoles), « comme appui des agriculteurs », Said y voit alors une révolution douce, à travers le gingembre. «



Depuis un moment, compte tenu des attentes vis-à-vis de l'annonce des prix et des changements constants, nous préférons désormais remplacer la traditionnelle culture de vanille. Maintenant, on se concentre sur le gingembre, nous pouvons avoir 1 tonne pour 2 millions de francs comoriens. Y a pas photo », précisait-il

Si Said compte ses bananiers, il

compte surtout ses diplômes. « Grâce à mes activités agricoles et d'élevage, j'ai pu assurer la scolarité complète de mes enfants ». Le bilan force le respect. Père de quatre, « deux ont déjà terminé leurs études, une est docteure en médecine, deux autres ont respectivement deux Master en ingénierie et en sciences de l'environnement, puis mon dernier enfant passe le baccalauréat

cette année ». Tout fier, il confie l'essentiel : « C'est grâce à mes revenus que j'ai pu ainsi les soutenir, espérant qu'ils réussissent et qu'ils servent la nation ». La terre nourrit, l'école élève. Chez Monsieur le Maire, l'un ne va pas sans l'autre. Loin de raccrocher, il continue d'apprendre. « J'ai pu suivre également des formations dans le même cadre du CVA, sur notamment comment protéger les sols, comment optimiser l'efficacité de ceux-ci tout en usant de produits naturels comme le fumier ».

Et quand la récolte dépasse la consommation, le CRDE veille : « Il peut nous aider si nécessaire à écouler nos produits, soit en organisant des marchés collectifs, soit en faisant appel à des grossistes ». A 71 ans, Mr le maire balaie l'idée de retraite d'un revers de main : « Je ne m'arrête pas là malgré l'âge, l'agriculture fait désormais partie de mon univers et ça me le rend bien au centuple ».

Hamdi Abdillahi Rahilie



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME CHARGE DES AFFAIRES FONCIERES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)
Financement de la BM : Subvention IDA_E191-KM

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX STAGIAIRES EN GESTION FINANCIERE DU PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

SELECTION DE CONSULTANT PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES
PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)
N° de don : IDA-191-KM
N° de référence : 2026-09-STG1-GF-UGP-PRRC/2026-10-STG2-GF-UGP-PRRC

Date de l'Avis : le 25 JUIN 2026
Date limite de cet avis : 09 JUILLET 2026 à 14H00 (heure locale)

Approche : Ouverte Nationale (L'avis est ouvert à tout soumissionnaire de nationalité comorienne.)

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat des services de « Deux Stagiaires en Gestion Financière » du Projet Régional de Résilience climatique (PRRC)

1. Missions Principale

Dans une perspective de réduction des impacts humains, économiques, sociaux et environnementaux liés aux risques naturels, le MATUAFTT, se pro-

pose à travers le PRRC, de recruter deux stagiaires en Gestion financière pour d'assister le Responsable Administratif et Financier dans la gestion Financière, administrative et logistique du Projet.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- Vérifier l'exhaustivité et la conformité des documents des dépenses avant paiement
- Appui dans la gestion des dossiers de paiement
- Informer périodiquement le Responsable Administratif et financier des factures payées et impayées
- Proposer les écritures comptables sur les transactions
- Etablir les états de rapprochement bancaires.

2. Profil Normatif du Poste :

- Être titulaire d'un diplôme de grande école au minimum Bac+3 en Gestion, obtenu depuis moins de deux (2) ans
- Aucune expérience professionnelle requise
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique
- Avoir une bonne maîtrise du français

(Ecrit et Oral)

- Être âgé(e) de moins de 30ans à la date de recrutement
- Ne pas avoir fait partie de la première cohorte.

4. Durée :

La durée de stage sera de douze (12) mois, soit un (1) an, répartie comme suit :

- Une première période de six (06) mois, avec une évaluation de performance trimestrielle (basée sur l'assiduité et la capacité à assimiler les tâches attribuées conformément aux TDRs)
- Une rotation auprès d'un autre projet après les six (06) premiers.

4. Dossier de candidature :

- Lettre de Motivation
- Curriculum Vitae
- Copie certifiée conforme du diplôme
- Copie de la pièce d'identité.

Les termes de référence détaillés (TDRs) pour cette mission peuvent être obtenus à l'adresse email indiquée ci-après : rcrpcomores@gmail.com / samil.chakira@outlook.com

Les manifestations d'intérêt rédigées

en français constituées d'un (01) dossier doit être déposés sous plis fermés avec la mention : « **Recrutement de recruter deux stagiaires en Gestion financière** » pour le Marché de Consultation Référencée 2026-09-STG1-GF-UGP-PRRC/2026-10-STG2-GF-UGP-PRRC, avant 14H00 Le 09 Juillet 2026.

Il convient de noter que seul les candidat(e)s présélectionner Seront appeler à passer un entretien.

Seules les offres physiques seront évaluées.

5. Dossier de candidature :

- Lettre de Motivation
- Curriculum Vitae
- Copie certifiée conforme du diplôme
- Copie de la pièce d'identité.

À l'attention de : **M. SAMIL CHAKIRA**
Coordonnateur National
Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Email : rcrpcomores@gmail.com; samil.chakira@outlook.com
Téléphone : +269 733 26 09

Adresse : Moroni, quartier ambassadeur, Enceinte de l'Union des Meck, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest.